

## **SAFEMED III – Séminaire consacré à la délégation des fonctions en matière de suivi et d’audit des organisations de sûreté reconnues**

**Lisbonne, les 1 et 2 octobre 2015**

### **Rapport résumé**

Le séminaire SAFEMED III consacré à la délégation des fonctions en matière de suivi et d’audit des organisations de sûreté reconnues (RSO) s’est déroulé les 1 et 2 octobre 2015 au siège de l’AESM à Lisbonne. Douze participants venus de pays bénéficiaires de SAFEMED III (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) y ont pris part ainsi que des experts de l’AESM et des représentants de la Norvège et de Malte.

Ce séminaire était organisé suite à une demande spécifique formulée par les représentants de pays bénéficiaires de SAFEMED III lors du dernier atelier consacré au Code ISPS et à la capacité institutionnelle, atelier organisé à l’AESM les 7 et 8 octobre 2014.

Ce séminaire SAFEMED III consacré à la délégation des fonctions en matière de suivi et d’audit des organisations de sûreté reconnues avait pour but de permettre aux participants de développer une approche pratique du suivi et de l’audit des RSO. Il a servi de lieu de débat interactif entre participants et intervenants, ceci amenant le partage d’informations sur les expériences et les meilleures pratiques et ce à travers des présentations offertes par des représentants de pays SAFEMED III (Algérie et Tunisie) et de pays européens (Norvège et Malte) sur le suivi et l’audit des RSO par les administrations nationales. Grâce à ces présentations, les intervenants ont en particulier expliqué les raisons qui amènent à déléguer les tâches, les critères prescrits pour ces délégations, les procédures établies pour le suivi des RSO aussi bien que les difficultés rencontrées et la manière requise pour les surmonter.

Lors du séminaire, les participants ont également exprimé un intérêt particulier eu égard au rôle de l’AESM dans le domaine de la sûreté maritime et dans sa manière de mener les inspections dans les États membres de l’Union européenne et dans les RSO, ceci afin d’assurer la conformité avec les exigences y afférentes de l’Union européenne en termes de sûreté. Quelques participants ont soulevé le fait que ce type d’inspections menées par l’AESM dans les pays méditerranéens aboutirait à davantage d’harmonisation, tout particulièrement dans le cadre d’une région aujourd’hui devenue sensible.

Pendant la discussion qui a suivi les présentations, un fait a été privilégié : une délégation de tâches à une RSO implique seulement une délégation d’autorité, pas une délégation de responsabilité.

Les intervenants ont mis l’accent sur la nécessité pour une administration maritime de vérifier, avant toute reconnaissance, si la RSO a les moyens et une connaissance suffisante pour réaliser correctement les tâches qui lui seront déléguées. Ils ont mentionné le fait qu’une délégation sur les tâches de sûreté maritime devrait être basée sur un accord écrit entre l’administration maritime et la RSO. Il a également été souligné comment un tel « accord » devrait être structuré et les sujets les plus importants privilégiés. Les participants ont pu consulter les exemples de tels accords écrits et ratifiés par Malte et la Norvège. Une délégation partielle, a-t-il été indiqué, est l’une des manières envisageables permettant d’assurer un suivi efficace sur les activités que des RSO exercent pour le compte des États du pavillon. L’accent a également été mis sur l’importance du système de communication entre l’administration maritime et les RSO, ceci afin de s’assurer que la transmission des informations fonctionne bien. Ce système doit permettre un accès complet et immédiat aux

rapports d'audits de vérification et à tout document y afférant, permettant ainsi à l'administration maritime de garder le contrôle sur des activités entreprises en son nom.

La confidentialité représente un autre problème soulevé par le groupe. Il a été mis en exergue que le personnel des RSO chargé d'inspections de sûreté ou utilisant une information sensible touchant à la sûreté devrait disposer d'un niveau approprié d'habilitation en accord avec les exigences de l'administration.

Le séminaire a également inclus les procédures d'audit. L'audit, a-t-il été souligné, est une procédure cherchant à rassembler des preuves ayant pour prétention de rechercher la conformité et non pas les non-conformités. Les participants se sont vus présenter différents types d'audit. Une étude de cas relative aux problèmes pratiques survenant lors d'un audit par une RSO a été menée lors de la seconde journée du séminaire. Elle avait pour but de développer les aptitudes pratiques des participants en transformant en chose concrète la théorie discutée préalablement.

Le séminaire s'est conclu par une discussion finale. Le résultat global de cette rencontre a été très positif et a confirmé la nécessité de formations pratiques dans le domaine de la sûreté maritime.